

Poursuite de l'opération de mise sous bons de caisse des fonctionnaires Dans les coulisses de l'opération



Pour entrer en possession de leurs bons de caisse...



...bon nombre d'agents publics ont déserté les services et pris d'assaut les sites de distribution retenus.

AJT

Libreville/Gabon

Passe-droits des chefs hiérarchiques, désertion des services, mauvaise localisation des bons de caisse..., Autant de revers qui risquent de fausser le déroulement de l'opération en cours.

DEPUIS le 17 juillet, les fonctionnaires exerçant dans la province de l'Estuaire sont mis sous bons de caisse à Libreville. L'opération, bien que décrite par les agents publics de l'État et les centrales syndicales, suscite néanmoins un grand engouement depuis son

lancement. Les sites retenus – au nombre de 14 – refusent du monde et restent ouverts jusque tard dans la nuit.

Seulement voilà : des manquements, dénoncés par bon nombre de fonctionnaires rencontrés ici et là, risquent de fausser l'opération.

Première difficulté: le retrait de l'attestation de présence au poste spéciale, étape numéro un pour entrer en possession de son bon de caisse. Certains chefs de services, supérieurs hiérarchiques chargés d'attester l'appartenance de l'agent au service, useraient de passe-droits, aux dires de certains agents. Règlement de comptes ou rè-

glement pécuniaire feraient partie des méthodes et pratiques de la part de ces "patrons" pour apposer leur signature sur le précieux document. "Cette affaire de signature de fiche de présence au poste est une affaire de copains-coquins. Même les fameux fonctionnaires fantômes passent au travers des mailles. Il suffit juste d'être dans le cercle des amis du chef ou lui offrir quelques bières pour en bénéficier. Voilà un qui vient de signer la fiche de son parent qui est en exercice au cabinet du ministre depuis, et là il sort d'ici avec une fiche dûment établie. Pourtant, je puis vous dire qu'il y a des agents en fonction ici

qui ont eu droit à des quasi demandes d'explications avant de se faire viser le document. Alors qu'à d'autres on demande d'attendre la période des réclamations", confie un fonctionnaire rencontré dans une structure administrative hier. Autre épreuve pour les fonctionnaires dont la majorité a déserté les services depuis le début de l'opération, la localisation et le retrait des bons de caisse. Le cas de la maternité du CHU de Libreville, où les blouses roses et blanches souvent visibles dans les couloirs ont disparu des lieux. "Ce sont les internes qui gèrent les services depuis hier. Même les heures de visite n'y sont

quasiment plus respectées", a témoigné une parturiente. C'est aussi sans compter avec le cas de certains agents en affectation à l'intérieur du pays (pour autant pas concernés, selon le communiqué du gouvernement) qui se voient obligés de rallier Libreville, avant le 25, pour retirer leur bulletin de solde et espérer se faire payer à temps. "Je suis en affectation à Port-Gentil et mon bon de caisse n'a pas été envoyé la-bas. En vérifiant sur le site, j'ai constaté que mon bon de caisse était à Libreville. Je suis donc arrivé ce matin et depuis midi je suis entre le stade d'Angondjé et le centre hospitalier universitaire

de Libreville pour essayer de retrouver mon papier. C'est vraiment difficile pour nos cas", a confié un agent du ministère de la Santé. Qu'à cela ne tienne, sur les sites de retrait de bon de caisse, les responsables disent que chaque secteur dispose de spécificités propres à son activité. Aussi, les coordonnateurs de la mise sous bons de caisse ont-ils annoncé, bien que tardivement, des mesures engagées pour que les agents concernés (enseignants examinateurs, médecins en service d'urgence) ne désertent pas les services. Lire ci-dessous.

Les enseignants examinateurs ne sont pas concernés



Certains membres des jurys du baccalauréat étaient présents dans les centres d'examen hier...



... tandis que d'autres étaient sur le site du stade d'Angondjé.

R.H.A

Libreville/Gabon

Ceux d'entre eux actuellement affectés dans les différents centres d'examen du baccalauréat 2018 ne sont pas tenus de se rendre sur le site d'Angondjé pour le retrait de leurs bons de caisse. Des dispositions particulières ont été prises pour eux selon le ministre de la Fonction publique, Ali Akbar Onanga Y'Obegue.

DEPUIS le lancement, mardi dernier, de la vaste opération de retrait des bons de caisse des fonc-

tionnaires annoncée par le gouvernement, beaucoup d'agents publics ont déserté leurs services respectifs pour prendre d'assaut les différents sites disséminés à travers la capitale. Et parmi eux, figurent les enseignants dont certains sont actuellement en service dans les différents centres de la session 2018 du baccalauréat et dont les résultats du premier tour sont connus depuis le week-end dernier. N'ayant certainement pas eu la bonne information à temps, certains enseignants-examinateurs, de surcroît membres du jury du second tour du bacca-

lauréat, ont aussi déserté leurs postes d'affectation pour se rendre sur le site du stade d'Angondjé où sont censés être reçus les enseignants et les personnels de santé.

C'est du moins ce qu'ont indiqué certains candidats au Bac rencontrés dans des centres hier. "Ce matin à mon arrivée, on m'a fait savoir que l'enseignant qui devait m'examiner était allé récupérer son bon de caisse. Je suis allé vers un autre qui en dépit du groupe qu'il avait à du s'occuper de nous", explique le jeune élève. Une information confirmée par plusieurs enseignants

rencontrés sur le site d'Angondjé. "Je suis venu ce matin avec mes collègues examinateurs et membres du jury pour faire signer mon attestation de présence au poste comme les autres", a confié à L'Union un enseignant dans la file d'attente. Et un autre d'ajouter qu'il a appris que des dispositions ont été prises par le ministère de la Fonction publique au stade d'Angondjé. "J'ai appris il y a quelques instants que certaines mesures ont été prises pour nous qui sommes retenus pour les examens. Mais je ne leur fait pas confiance. Je préfère régler ce problème

pour que mon 25 ne soit pas hypothéqué. C'est une opération tellement délicate que c'est mieux de faire des rotations dans les secrétariats et nous-mêmes allons nous battre comme on peut", poursuit l'enseignante affectée au centre d'examen du Lycée Paul Indjendjet Gondjout (LPIG). Joint par "L'Union", le ministre de la Fonction publique, Ali Akbar Onanga Y'Obegue confirme que "des mesures spéciales ont été prises pour ces enseignants. Ils pourront entrer en possession de leurs salaires comme habituellement. C'est plutôt à la

deuxième vague qu'ils devront être mis sous bons de caisse". Non sans préciser que "les présidents de centres d'examen sont de ce fait invités à fournir les listes de leurs équipes dans les délais pour qu'ils soient enregistrés". Une assurance qui semble avoir été bien reçue au centre d'examen du lycée national Léon Mba où certains examinateurs ne paraissent pas s'inquiéter. Les mêmes dispositions seraient prises pour certaines catégories de personnels de santé affectés aux services des urgences.

Photo : Rudy Hombenet

Photo : Rudy Hombenet

Photo : Rudy Hombenet

Photo : Rudy Hombenet